

# Impulser une nouvelle dynamique à gauche

**L**a tenue du Sommet de la gauche plurielle constitue une étape importante pour la relance de projets et d'initiatives visant à mieux ancrer la politique à gauche. C'était d'autant plus nécessaire que la situation économique et politique est marquée, certes, par des avancées, mais aussi par des blocages et des contradictions réelles qu'il faut dépasser.

***“Malgré les effets d’annonce sur les mesures fiscales du plan Fabius, les attentes populaires se sont exprimées, diversement mais avec force (...)”***

En effet, si des signes positifs comme le recul du chômage et le retour à la croissance ont pu nourrir un certain regain de confiance dans l'opinion, la croissance des inégalités et de la précarité alimentent l'insatisfaction et le mécontentement dans le pays. Les français, dans leur grande majorité, ont le sentiment de ne pas être invités au partage des fruits de cette croissance tant vantée, tout en assistant au spectacle indécent donné par les grandes entreprises qui affichent avec arrogance leurs profits et leurs opérations de fusions-acquisitions sur les marchés financiers

Malgré les effets d'annonce sur les mesures fiscales du plan Fabius, les attentes populaires se sont exprimées, diversement mais avec force, contre l'augmentation des prix des carburants, pour des augmentations des salaires, des pensions et des minima sociaux, pour de nouveaux moyens pour la Sécurité sociale et la Santé ou

pour l'Education nationale. Elles expriment, en fait, le rejet d'une politique qui resterait inscrite dans les orientations fixées au niveau européen par le Pacte de stabilité et la Banque centrale : consacrer les « fruits de la croissance » à la réduction des dépenses publiques et sociales, au gel des rémunérations, à des cadeaux fiscaux aux entreprises qui ne font qu'alimenter les marchés financiers au détriment de l'emploi, de la formation et des salaires.

C'est dans ce contexte, où le fossé se creusait entre le gouvernement et nos concitoyens, qu'à la Fête de l'Humanité, Robert Hue a appelé les partis de la gauche plurielle à renouer avec les espoirs placés en eux. Ainsi que le rappelle Patrick Le Hyaric : « *C'est donc au regard de l'ensemble des éléments de la situation qu'il nous faut apprécier le fait que la proposition de sommet a été acceptée, que son contenu et ses objectifs ont évolué à notre initiative, et que la déclaration finale qui y a été adoptée contient 75 grands engagements nouveaux à tenir. Au bout du compte, cela met la gauche plurielle en situation d'impulser une nouvelle dynamique d'espoir* » (1).

***“(...) de grandes questions de civilisation sont au cœur des inquiétudes et des attentes qui s'aiguisent au feu de l'actualité (...)”***

Aujourd'hui, l'heure est à la poursuite du débat à gauche, au développement des luttes sociales et à la prise d'initiatives citoyennes pour que les engagements de la déclaration du 7 novembre se tra-

duisent en actes concrets et que des avancées significatives soient possibles sur les dossiers qui font l'objet de divergences comme l'UNEDIC, le pouvoir d'achat, l'emploi, la réorientation de la construction européenne ou la régularisation des sans-papiers.

C'est vrai aussi pour d'autres grandes réformes de structures concernant l'école, la justice, la fiscalité, la santé, ou encore la sécurité sous toutes ses formes, pour lesquelles d'importantes divergences séparent les formations de la gauche, du fait des différences de visions quant à l'avenir de la société et du monde, voire de l'opposition entre projets de régulation du capitalisme ou de transformation sociale. D'autant que de grandes questions de civilisation sont au cœur des inquiétudes et des attentes qui s'aiguisent au feu de l'actualité, concernant la sécurité alimentaire ou maritime, les enjeux énergétiques liés au réchauffement de la planète et, plus généralement, les conditions d'un développement humain et durable. On ne peut que partager *« la conviction que l'avenir appartient à la formation politique qui sera capable de porter, à la fois, les attentes les plus urgentes de nos concitoyens, un projet d'avenir pour l'humanité, ainsi qu'une autre conception de l'activité politique »* (2).

***“Dans cet effort de construction d’alternatives, du local à l’international, (...) l’Europe représente un enjeu crucial”***

Et les chantiers ne manquent pas pour les jours, les semaines et les mois à venir ! Le contenu de ce numéro d'*Economie et Politique* en témoigne, des propositions avancées pour la tenue d'Etats généraux pour la transformation des « emplois-jeunes » en emplois stables, à celles du « mémorandum pour la sécurité maritime et la protection du littoral en Europe », élaborées sur le terrain, avec la participation active de tous les acteurs concernés. C'est vrai également des travaux et des initiatives à poursuivre pour une refondation de progrès de l'UNEDIC, pour une sécurité d'emploi et de formation, pour le contrôle de l'utilisation des fonds publics accordés aux entreprises, ou pour des

droits et des pouvoirs nouveaux des salariés dans l'entreprise, et des populations dans les institutions.

Dans cet effort de construction d'alternatives, du local à l'international, à une mondialisation capitaliste dominée par les marchés financiers et la volonté hégémonique des Etats-Unis d'Amérique, l'Europe représente un enjeu crucial. Aujourd'hui *« la construction européenne est à un tournant. Elle est confrontée à une crise de projet qui trouve son fondement dans les profondes contradictions entre une construction essentiellement tirée par une fuite en avant néo-libérale et les énormes attentes et exigences sociales et citoyennes non satisfaites »* (3). A l'occasion du Sommet de Nice qui marquera début décembre, la fin de la présidence française de l'Union européenne, le Parti communiste français contribuera au succès des initiatives prévues, et notamment la rencontre de la Gauche européenne de la transformation sociale, en étant porteur de propositions pour la défense et la promotion des services publics en Europe, pour le contrôle de la Banque centrale européenne et l'inscription dans ses statuts d'objectifs de croissance et d'emploi, pour une amélioration de la Charte des droits fondamentaux. ■

Le 20 novembre 2000

1. Patrick Le Hyaric, membre du Collège exécutif du PCF dans son rapport au Conseil national du 18 novembre.

2. Idem.

3. Manuela Gomez, vice-présidente du Conseil national du PCF à la conférence de presse du 3 novembre sur la présidence française de l'Union européenne.



**Denis Recoquillon,**  
rédacteur en chef